

Partenariat transpacifique (PTP), une bonne affaire pour nos PME?

Bernard Gauthier, journaliste

La signature du PTP donnerait accès à un marché de 800 millions de consommateurs, soit 40% de l'économie mondiale

Au terme de longues discussions portant sur un Partenariat transpacifique (PTP) entre 12 pays réunis à Hawaii en juillet dernier, les ministres du Commerce extérieur ont quitté la table faute d'entente. Ce partenariat, qui incluait le Canada, visait la signature d'un accord de libre-échange et sur les droits des entreprises avec plusieurs pays asiatiques, exception faite de la Chine. Au Québec, on se montre plutôt favorable à un tel accord sauf dans le secteur des producteurs de lait, d'œufs et de volailles.

Au Québec, des centaines d'agriculteurs sont inquiets. Malgré que Stephen Harper se soit engagé à préserver intégralement la gestion de l'offre dans le cadre du Partenariat transpacifique (PTP), l'Union des producteurs agricoles (UPA) se dit très préoccupée. « Les producteurs de lait, d'œufs et de volailles ainsi que leurs partenaires sont toutefois très inquiets qu'il en vienne à accepter de nouvelles concessions qui pourraient entraîner de lourdes conséquences. La pression exercée sur le Canada pour

qu'il accepte d'ouvrir ses marchés sous gestion de l'offre est très forte, notamment des États-Unis », indique le président général de l'Union des producteurs agricoles (UPA) et porte-parole de la Coalition GO5, Marcel Groleau.

Au Québec seulement, les secteurs laitiers et avicoles rapportent chaque année près de 8,2G\$ au PIB et génèrent 92 000 emplois. « Le Canada a tout intérêt à préserver cette contribution majeure à son économie. « Nous ne sommes

pas contre le PTP. Nous sommes pour un PTP avec la gestion de l'offre intégralement préservée et sans concession d'accès au marché », soutient le président de la Fédération des producteurs d'œufs du Québec, Paulin Bouchard.

Des emplois menacés?

Selon la coopérative Agropur, l'abolition du système canadien de la gestion de l'offre pourrait contribuer à mettre en péril financièrement près de 6 000 fermes au pays, tout en menaçant la disparition de 24 000 emplois directs.

Dans un rapport d'une soixantaine de pages, Agropur craint que la production de fromage, de yogourt et de beurre pourrait se déplacer à l'extérieur du Québec en raison des coûts moins élevés. Le Québec serait la province la plus touchée. Au cours des négociations, quelques pays dont les États-Unis en tête font pression sur le Canada pour avoir accès à ces trois secteurs.

BELZONA
Réparer • Protéger • Améliorer

Pour de plus amples informations, visitez Belzona.com

Allonge la durée de vie des équipements et réduit les coûts opérationnels.

Belzona peut solutionner les problèmes d'érosion-corrosion des équipements de transfert des fluides, réparant les pièces destinées à la ferraille, protégeant les équipements contre la détérioration et améliorant le rendement des pompes neuves ou existantes.

Tél. 418 871-4666 | S.F. 1 888 837-1867 | Télécopieur: 418 871-4970
965 rue Newton, local 135, Québec (Québec) G1P 4M4
info@belzonaquebec.com | www.belzonaquebec.com

L'aéronautique est favorable

Chez Aéro Montréal, qui représente l'ensemble des entreprises en aéronautique au Québec, on appuie fermement une telle entente dans la zone Asie-Pacifique. Pour l'organisme, le PTP représente un marché de plus de 800 millions de consommateurs dans 12 pays (Australie, Brunei Darussalam, Canada, Chili, États-Unis, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam), et un formidable potentiel d'exportations pour l'industrie aérospatiale québécoise.

« La mise en place du PTP serait une excellente nouvelle pour l'industrie aérospatiale québécoise. Elle s'inscrit tout à fait dans notre volonté de développer encore davantage les marchés extérieurs qui offrent à nos entreprises, particulièrement nos PME, des débouchés extrêmement intéressants », estime Suzanne Benoît, présidente-directrice générale d'Aéro Montréal.

Une entente au plus vite

Même son de cloche chez Manufacturiers et Exportateurs du Québec (MEQ): on presse le Canada à signer l'entente en expliquant que les PME n'ont pas les moyens d'attendre pour espérer obtenir de meilleures conditions.

« En joignant le PTP, le Canada jouira très bientôt d'un avantage concurrentiel significatif en devenant le seul pays à détenir des accès privilégiés aux marchés européen et du Pacifique. C'est un marché de 800 millions de consommateurs, ce qui représente près de 40% de l'économie mondiale », affirme Éric Tétraut, président de Manufacturiers et Exportateurs du Québec (MEQ).

Réaction de Québec

Le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations, Jacques Daoust, veut rassurer les travailleurs du secteur agroalimentaire (œufs,

« Le PTP représente un marché de plus de 800 millions de consommateurs dans 12 pays :

Australie, Brunei Darussalam, Canada, Chili, États-Unis, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam

volaille, lait) que son gouvernement a clairement indiqué au fédéral qu'il est important d'assurer le maintien de la gestion de l'offre qui repose sur des bases de commercialisation et de contrôle de la production canadienne d'œufs, de lait et de volaille, tout en imposant des tarifs élevés d'importation afin de protéger notre industrie agroalimentaire contre les producteurs étrangers.

« Il est primordial de protéger la gestion de l'offre dans le cadre de cet accord de libre échange, afin d'assurer la croissance et la compétitivité des entreprises québécoises sur le marché de la zone Asie Pacifique. Notre position a déjà été exposée, à plusieurs reprises, auprès de l'équipe de négociation canadienne et des hautes autorités du gouvernement fédéral. Nous comptons sur leur collaboration pour la défendre lors des négociations et conserver le régime actuellement en vigueur », explique le ministre, Jacques Daoust.

Négociations en secret ?

Est-ce que plusieurs points de négociation ont été discutés dans le plus grand secret? C'est du moins ce que croit Jerry Dias, président d'Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au pays qui représente 305 000 membres. À son avis, si les négociations aboutissent plusieurs secteurs vitaux sont menacés.

« Ces pourparlers se sont tenus dans le plus grand secret. Les dirigeants d'entreprises savent peut-être de quoi il retourne, mais les Canadiens, eux, ne le savent pas. Maintenant que des élections fédérales ont été déclenchées, les responsables canadiens n'ont absolument aucun mandat de négocier la dilapidation de nos secteurs d'activité et de nos emplois », raconte Jerry Dias.

Outre les produits agricoles dans les industries laitières et avicoles, de nombreux autres secteurs risquent de connaître des bouleversements majeurs si une entente était conclue, notamment les secteurs de la machinerie et de la fabrication d'autres produits.

Toujours selon Jerry Dias, les autres effets potentiels du PTP comprennent une hausse des prix des médicaments d'ordonnance (en raison des brevets plus longs), des restrictions sur les marchés publics (sur tous les types de produits, allant des véhicules de transport public aux produits pharmaceutiques), la création d'un système d'arbitrage quasi judiciaire destiné uniquement à l'usage des investisseurs internationaux, et des contraintes à la prise de futures mesures réglementaires par les gouvernements dans des secteurs allant des télécommunications aux transports, en passant par les services bancaires.

« Cet accord ne porte même pas vraiment sur le commerce », ajoute M. Dias. « Il est motivé par la volonté de mettre en application un ensemble de règlements très favorables aux entreprises dans toutes les économies de la région du Pacifique. Les Canadiens ne peuvent se pencher sur ces choix sans la tenue d'un débat en bonne et due forme, et en ayant accès à toute l'information nécessaire. » ■







Partout au Québec

Depuis 1982

Le seul fabricant au Québec

- Crochet de retenue • Coussin d'étanchéité rigide et gonflable • Niveleur de quai hydraulique et mécanique
- Passerelle • Porte à lanières • Rampe de cour

Installation/Service professionnel

Sans frais : 1 877 449-4959 • info@pro-quai.com • www.pro-quai.com